



**PREMIER  
MINISTRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

*Service Communication*

Hôtel de Matignon, le 3 juin 2021

**Discours de M. Jean CASTEX, Premier ministre**

**Clôture de la rencontre économique de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA) sur le numérique**

**Tunis,  
Jeudi 3 juin 2021**

*Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le Chef du Gouvernement Hichem MECHICHI,  
Messieurs les Ministres,  
Monsieur le Président de l'UTICA,  
Monsieur le Président délégué du Medef,  
Mesdames et Messieurs,

Prenant publiquement la parole devant vous ici ce matin, je voudrais tout d'abord exprimer à la fois ma joie d'être présent depuis hier en Tunisie, ma fierté de m'exprimer devant vous et ma gratitude face à l'accueil qui m'est réservé, monsieur le chef du Gouvernement.

Je sais et je savais que je venais dans un pays ami, ami de la France. Je sais l'importance de notre histoire commune, je sais les défis qui sont devant nous et que ce troisième Haut Conseil de Coopération que nous allons tenir dans quelques instants sera l'occasion d'efflorer. Je sais aussi la crise qu'ensemble

nous traversons. Je sais les champs de coopération que nous avons devant nous pour y faire face. Vous me permettrez en préambule d'excuser deux ministres membres de la délégation française, Gérald DARMANIN, ministre de l'Intérieur, et Cédric O, au secrétaire d'État en charge du numérique, dont la présence ce matin était bien entendu prévue.

Je veux remercier évidemment spécifiquement les organisateurs de cette rencontre, l'Utica et le Medef international ainsi que vous, bien sûr, monsieur le Chef du Gouvernement, pour votre invitation et votre accueil toujours chaleureux, dans la lignée des échanges que nous avons eu à Paris ensemble en décembre dernier.

La relation entre nos deux pays, je le rappelais tout à l'heure au Président de la République tunisienne, est portée par des liens humains tout à fait exceptionnels. 30 000 Français résident en Tunisie, 800 000 Tunisiens vivent en France. Tous font exister au quotidien la relation franco-tunisienne. La France est également la première destination des étudiants tunisiens à l'étranger qui sont, à titre d'exemple, parmi les meilleurs élèves de nos écoles d'ingénieur. Je n'oublie pas non plus les touristes français qui, je l'espère, reviendront nombreux une fois la crise sanitaire derrière nous.

La Tunisie est le pays d'implantation de 1 400 entreprises françaises qui emploient plus de 150 000 personnes. Pleinement intégrées dans l'économie tunisienne et dans les chaînes de production transfrontalières, nos entreprises sont présentes dans plusieurs secteurs d'avenir, notamment les services numériques et l'innovation.

Depuis le début de la crise sanitaire, ces secteurs privés ont été fortement engagés pour soutenir nos efforts contre la pandémie et je veux souligner devant vous leur implication dans la livraison de matériel médical, comme leur rôle d'entreprises tunisiennes pour produire des masques, et ce, dès mai 2020. Les raisons sont donc très nombreuses pour avoir la volonté commune de renforcer encore et toujours ce partenariat. Croyez-le bien, c'est tout autant un objectif prioritaire partagé par nos gouvernements que l'absolue nécessité.

Le premier objectif, c'est d'accroître l'intégration de la Tunisie dans les chaînes de valeurs européenne. La France et ses partenaires européens connaissent les atouts de la Tunisie : une population éduquée, une proximité avec l'Europe, une jeunesse créative et – cela concerne plus particulièrement

la France – une langue et des valeurs que nous partageons. La dynamique de relocalisation des chaînes de valeur offre donc une opportunité pour la Tunisie. Cela suppose un travail de communication, mais également un effort de mise à niveau des infrastructures qui participent de cette attractivité. La France soutient pleinement ce travail et nous nous apprêtons à signer plusieurs accords en la matière.

Le second objectif, c'est d'accompagner les réformes engagées par les autorités tunisiennes qui visent justement à accroître son attractivité et à améliorer le climat des affaires. À ce titre, je salue le programme de réformes présenté par le Gouvernement fin avril au Fonds monétaire international. Ces réformes sont importantes pour la Tunisie, pour le peuple tunisien et pour le partenariat franco-tunisien. Il est important qu'elles soient le fruit d'un dialogue inclusif. Je l'ai dit à mon homologue ainsi qu'au Président SAÏED : la France, dans le plein respect de la souveraineté d'un pays ami, ne ménagera aucun effort pour soutenir le travail de réforme des autorités tunisiennes.

Enfin, il s'agit évidemment de vous mobiliser, vous les actrices et acteurs du monde économique. Je sais que les contacts entre les deux rives sont fréquents et que vous êtes d'ores et déjà engagés dans tous les secteurs clés qui renforcent le dynamisme de nos économies.

Du reste, le choix du numérique comme thème des échanges de cette rencontre n'est pas anodin. D'abord parce que la crise sanitaire a souligné le rôle désormais vital du numérique dans nos sociétés. Plus largement, ce secteur joue un rôle central dans la transition de nos économies, et il est fortement créateur de richesses et d'emplois, en particulier pour nos jeunes.

La Tunisie a toujours été un pays précurseur dans le domaine du numérique. Dès 2018, vous avez en effet adopté un « Start up Act », qui vise à faciliter la mise en œuvre concrète des idées innovantes et créatrices de valeur.

Aujourd'hui, la France est prête à soutenir les échanges entre nos acteurs économiques capables de soutenir la stratégie numérique de la Tunisie, que vient de la présenter le ministre des Technologies et de la Communication, M. Mohamed FADHEL KRAIEM.

Notre partenariat bilatéral peut déjà s'enorgueillir de réalisations importantes et mutuellement bénéfiques sur le soutien aux initiatives créatives, je pense en particulier au projet The DOT, né d'un engagement, vous le savez, du Président de la République Emmanuel MACRON, qui offrira un lieu unique de valorisation des startups tunisiennes.

Nous soutenons également une transition numérique qui bénéficie au plus grand nombre, dans les secteurs clés de la santé ou de la digitalisation des services financiers. La France vient également en soutien des initiatives portées par les acteurs économiques des deux rives des deux rives. C'est le cas du projet *Smart Grid*, qui prévoit le développement d'un réseau de 400 000 compteurs connectés grâce à un prêt de 120 millions d'euros.

Bref, les perspectives de développement de notre partenariat sont très larges. Et je sais du reste qu'elles ont été à votre initiative conjointe, le fil conducteur de cette rencontre d'aujourd'hui. Nous allons d'ailleurs signer une déclaration d'intention visant à lancer un dialogue dans le domaine du numérique pour partager nos expériences et enrichir encore davantage notre coopération dans ce secteur.

De nombreuses entreprises françaises leaders dans ces secteurs entendent prendre leur part dans ces projets. Et je souhaite que de telles coopérations se mettent en place pour renforcer là encore notre partenariat économique.

Enfin, je voudrais redire notre souhait, notre volonté d'encourager les investisseurs tunisiens à choisir la France pour développer leurs projets en Europe. La Tunisie a été, vous le savez, monsieur le Chef de Gouvernement, le premier investisseur du continent africain en France en 2020. Il y a derrière ce classement de belles réussites économiques, notamment dans le secteur du numérique, grâce au rôle de la French Tech.

Je voudrais enfin rappeler le lien entre le développement économique et la stratégie politique et diplomatique que nous poursuivons en direction de cette zone stratégique du monde. Là aussi, monsieur le Chef de Gouvernement, sur ce sujet comme sur tant d'autres, le partenariat, la coopération franco-tunisienne sont porteuses d'espoir.

Je le disais, la France et la Tunisie sont riches d'un passé commun très fort. L'avenir qui s'offre devant nous, malgré ou peut-être grâce au temps incertain

que nous traversons, va illustrer la solidarité sans faille de nos peuples et de nos Gouvernements. Cet avenir est à écrire et je souhaite, c'est le sens de ma présence, de la présence de nombreux ministres ce matin ici avec vous, que les acteurs économiques, que les entreprises, que l'innovation y trouvent toute leur place.

Je vous remercie.